

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

Le ministère du Procureur général est chargé de l'administration et de la prestation des services de justice dans toutes les communautés de l'Ontario. Il coordonne l'administration des services dispensés par les tribunaux criminels, les tribunaux civils, les tribunaux de la famille et les cours des petites créances grâce à un réseau de plus de 250 greffes (en poste dans 171 cours et tribunaux dans tout l'Ontario), et offre des services aux tribunaux et des services d'aide judiciaire. Le ministère intente des poursuites en vertu du *Code criminel* du Canada, de la *Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents* et de lois provinciales. Il met en place un réseau de services intégrés et améliorés à l'intention des victimes d'actes criminels, à qui il offre un éventail de services, tels que le Programme d'aide aux victimes et aux témoins. Font également partie du ministère le Bureau du Tuteur et curateur public, le Bureau de l'avocat des enfants et le Programme de visites surveillées. Le ministère offre par ailleurs des conseils d'experts juridiques aux ministères, organismes, conseils et commissions du gouvernement, et conseille le gouvernement dans les affaires de droit constitutionnel et de droit civil intentées au nom de la Couronne. Il supervise des organismes, conseils et commissions comme la Commission d'indemnisation des victimes d'actes criminels, l'Office des affaires des victimes d'actes criminels, la Commission des alcools et des jeux de l'Ontario, les Tribunaux de l'environnement et de l'aménagement du territoire Ontario, les Tribunaux de justice sociale de l'Ontario, les Tribunaux de la sécurité, des appels en matière de permis et des normes Ontario, la Commission ontarienne des droits de la personne et le Centre d'assistance juridique en matière de droits de la personne. Le ministère subventionne également les services d'Aide juridique Ontario et administre l'Unité des enquêtes spéciales et le Bureau indépendant de l'examen de la police.

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE

(\$)

CRÉDIT PROGRAMME	Prévisions 2013-2014	Prévisions 2012-2013	Différence entre 2013-2014 et 2012-2013	Chiffres réels 2011-2012
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
301 Programme d'administration du ministère	200 191 300	178 491 800	21 699 500	166 541 773
302 Programme de poursuites contre les criminels	267 327 500	264 935 500	2 392 000	255 921 605
303 Politiques, programmes de justice et programme relatif aux organismes	536 030 600	525 718 200	10 312 400	512 514 491
304 Programme des services juridiques	33 102 600	53 274 400	(20 171 800)	32 997 665
305 Programme des services aux tribunaux	425 134 800	425 283 600	(148 800)	412 397 581
306 Programme des services aux victimes et aux personnes vulnérables	174 712 900	174 335 200	377 700	163 464 694
307 Crédit d'impôt pour contributions politiques	6 174 900	6 783 000	(608 100)	9 194 023
TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	1 642 674 600	1 628 821 700	13 852 900	1 553 031 832
Crédits législatifs	4 768 014	4 768 014	-	56 998 110
Total du ministère - Charges de fonctionnement	1 647 442 614	1 633 589 714	13 852 900	1 610 029 942
Redressement de consolidation - Aide juridique Ontario	36 241 900	36 890 400	(648 500)	34 901 498
Total, y compris redressement de consolidation et autres redressements	1 683 684 514	1 670 480 114	13 204 400	1 644 931 440

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE

(\$)

CRÉDIT PROGRAMME	Prévisions 2013-2014	Prévisions 2012-2013	Différence entre 2013-2014 et 2012-2013	Chiffres réels 2011-2012
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
301 Programme d'administration du ministère	8 600	-	8 600	-
302 Programme de poursuites contre les criminels	1 427 300	-	1 427 300	-
303 Politiques, programmes de justice et programme relatif aux organismes	71 900	-	71 900	-
304 Programme des services juridiques	195 700	-	195 700	-
305 Programme des services aux tribunaux	83 500	-	83 500	-
306 Programme des services aux victimes et aux personnes vulnérables	87 800	-	87 800	-
TOTAL À VOTER - ACTIF DE FONCTIONNEMENT	1 874 800	-	1 874 800	-
Total du ministère - Actif de fonctionnement	1 874 800	-	1 874 800	-
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
301 Programme d'administration du ministère	31 106 800	31 501 000	(394 200)	31 436 773
302 Programme de poursuites contre les criminels	1 000	1 000	-	-
303 Politiques, programmes de justice et programme relatif aux organismes	1 000	1 000	-	-
304 Programme des services juridiques	1 000	1 000	-	-
305 Programme des services aux tribunaux	32 087 600	33 444 900	(1 357 300)	25 938 465
306 Programme des services aux victimes et aux personnes vulnérables	1 000	1 000	-	-
TOTAL À VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	63 198 400	64 949 900	(1 751 500)	57 375 238
Crédits législatifs	1 938 100	1 138 300	799 800	320 641
Total du ministère - Charges d'immobilisations	65 136 500	66 088 200	(951 700)	57 695 879
Redressement de consolidation - Aide juridique Ontario	2 500 000	2 100 000	400 000	2 160 000
Total, y compris redressement de consolidation et autres redressements	67 636 500	68 188 200	(551 700)	59 855 879

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE
(**\$**)

CRÉDIT PROGRAMME		Prévisions 2013-2014	Prévisions 2012-2013	Différence entre 2013-2014 et 2012-2013	Chiffres réels 2011-2012
BIENS IMMOBILISÉS					
303	Politiques, programmes de justice et programme relatif aux organismes	4 376 500	250 000	4 126 500	289 245
304	Programme des services juridiques	-	-	-	9 163
305	Programme des services aux tribunaux	138 559 000	282 605 900	(144 046 900)	266 000 000
TOTAL À VOTER - BIENS IMMOBILISÉS		142 935 500	282 855 900	(139 920 400)	266 298 408
Total du ministère - Biens immobilisés		142 935 500	282 855 900	(139 920 400)	266 298 408
Total du ministère - Fonctionnement et immobilisations, y compris redressement de consolidation et autres redressements (actif non compris)					
		1 751 321 014	1 738 668 314	12 652 700	1 704 787 319

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 301

Ce programme est chargé de l'administration générale du ministère; il fournit les services administratifs et de soutien nécessaires aux programmes de fonctionnement. La Division de la gestion des services ministériels offre son appui et ses conseils stratégiques au ministère dans les domaines suivants : planification des activités et des finances, ressources humaines, gestion des urgences et gestion des installations. La Division fournit aussi aux ministères du secteur de la justice des services communs en matière d'accès à l'information et de services en français, et administre les services de vérification et d'assurance de la qualité dispensés centralement, ainsi que les Services communs de l'Ontario. Le programme d'administration du ministère sert également le Bureau du procureur général, le Bureau de l'adjoint parlementaire, le Bureau du sous-procureur général et le Bureau du sous-ministre associé ainsi que la Direction des communications.

SOMMAIRE - CRÉDIT

(\$)

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2013-2014	Prévisions 2012-2013	Différence entre 2013-2014 et 2012-2013	Chiffres réels 2011-2012
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Administration du ministère	200 191 300	178 491 800	21 699 500	166 541 773
TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT		200 191 300	178 491 800	21 699 500	166 541 773
L	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	47 841	47 841	-	49 301
L	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	16 173	16 173	-	16 667
Total - Crédits législatifs		64 014	64 014	-	65 968
Total - Charges de fonctionnement		200 255 314	178 555 814	21 699 500	166 607 741
ACTIF DE FONCTIONNEMENT					
5	Paiement anticipé des cotisations au Barreau	8 600	-	8 600	-
TOTAL À VOTER - ACTIF DE FONCTIONNEMENT		8 600	-	8 600	-
Total - Actif de fonctionnement		8 600	-	8 600	-
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
2	Renouvellement des installations	31 105 800	31 500 000	(394 200)	31 436 773
3	Administration du ministère	1 000	1 000	-	-
TOTAL À VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS		31 106 800	31 501 000	(394 200)	31 436 773
L	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i>	16 000	18 800	(2 800)	13 663
Total - Crédits législatifs		16 000	18 800	(2 800)	13 663
Total - Charges d'immobilisations		31 122 800	31 519 800	(397 000)	31 450 436

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 301, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

(\$)

CRÉDIT -
POSTE CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES
N°

CHARGES DE FONCTIONNEMENT

301-1	Administration du ministère		
	Traitements et salaires		19 239 700
	Avantages sociaux		2 431 000
	Transports et communications		786 200
	Services		177 492 100
	Fournitures et matériel		243 300
	Total partiel		200 192 300
	Moins : Recouvrements		1 000
	Total à voter - Charges de fonctionnement		200 191 300

*Sous-postes :**Bureau principal*

	Traitements et salaires	3 219 600	
	Avantages sociaux	354 900	
	Transports et communications	38 500	
	Services	635 400	
	Fournitures et matériel	31 900	4 280 300

Services de communication

	Traitements et salaires	2 465 500	
	Avantages sociaux	284 200	
	Transports et communications	20 100	
	Services	114 100	
	Fournitures et matériel	20 000	2 903 900

Services de vérification

	Services	1 553 300	1 553 300
--	----------	-----------	-----------

Services des installations

	Traitements et salaires	4 124 100	
	Avantages sociaux	517 100	
	Transports et communications	197 900	
	Services	345 000	
	Fournitures et matériel	83 600	5 267 700

Locaux - Frais de location

	Services	171 139 900	171 139 900
--	----------	-------------	-------------

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 301, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite

(\$)

CRÉDIT - POSTE N°	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
<i>Planification opérationnelle</i>			
	Traitements et salaires	5 427 300	
	Avantages sociaux	675 600	
	Transports et communications	249 800	
	Services	3 237 900	
	Fournitures et matériel	40 300	9 630 900
<i>Services en français</i>			
	Traitements et salaires	340 900	
	Avantages sociaux	52 600	
	Transports et communications	164 200	
	Services	138 500	
	Fournitures et matériel	7 800	
	Total partiel	704 000	
	Moins : Recouvrements d'autres ministères et activités	1 000	703 000
<i>Accès à l'information et protection de la vie privée</i>			
	Traitements et salaires	187 800	
	Avantages sociaux	42 600	
	Transports et communications	15 400	
	Services	23 900	
	Fournitures et matériel	11 900	281 600
<i>Ressources humaines</i>			
	Traitements et salaires	3 474 500	
	Avantages sociaux	504 000	
	Transports et communications	100 300	
	Services	304 100	
	Fournitures et matériel	47 800	4 430 700
Total à voter - Charges de fonctionnement			200 191 300
Crédits législatifs			
L	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		47 841
L	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		16 173
Total (Charges de fonctionnement) - Programme d'administration du ministère			200 255 314

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 301, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite

(\$)

CRÉDIT -
POSTE CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES
N°

ACTIF DE FONCTIONNEMENT

301-5	Paiement anticipé des cotisations au Barreau		
	Dépôts et charges payées d'avance		8 600
	Total à voter - Actif de fonctionnement		8 600
	Total (Actif de fonctionnement) - Programme d'administration du ministère		8 600

CHARGES D'IMMOBILISATIONS

301-2	Renouvellement des installations		
	Autres opérations		
	Investissements dans les immobilisations - renouvellement des actifs	20 000 000	
	Investissements dans les immobilisations - charges de renouvellement	11 105 800	31 105 800
	Total à voter - Charges d'immobilisations		31 105 800
301-3	Administration du ministère		
	Autres opérations		1 000
	Total à voter - Charges d'immobilisations		1 000
	Crédits législatifs		
	Autres opérations		
L	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i>		16 000
	Total (Charges d'immobilisations) - Programme d'administration du ministère		31 122 800

PROGRAMME DE POURSUITES CONTRE LES CRIMINELS - CRÉDIT 302

Ce programme assure la représentation juridique de la Couronne du chef de l'Ontario, devant tous les types de tribunaux de la province, pour l'ensemble des affaires criminelles et des appels en droit criminel.

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2013-2014	Prévisions 2012-2013	Différence entre 2013-2014 et 2012-2013	Chiffres réels 2011-2012
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
2	Droit criminel	263 250 600	260 858 600	2 392 000	251 833 418
3	Projet de la justice applicable aux Autochtones	4 076 900	4 076 900	-	4 088 187
TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT		267 327 500	264 935 500	2 392 000	255 921 605
L	Paiements effectués en vertu de la <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000	1 000	-	851 466
Total - Crédits législatifs		1 000	1 000	-	851 466
Total - Charges de fonctionnement		267 328 500	264 936 500	2 392 000	256 773 071
ACTIF DE FONCTIONNEMENT					
7	Paiement anticipé des cotisations au Barreau	1 427 300	-	1 427 300	-
TOTAL À VOTER - ACTIF DE FONCTIONNEMENT		1 427 300	-	1 427 300	-
Total - Actif de fonctionnement		1 427 300	-	1 427 300	-
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
5	Poursuites contre les criminels	1 000	1 000	-	-
TOTAL À VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS		1 000	1 000	-	-
L	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i>	70 300	244 600	(174 300)	60 089
Total - Crédits législatifs		70 300	244 600	(174 300)	60 089
Total - Charges d'immobilisations		71 300	245 600	(174 300)	60 089

PROGRAMME DE POURSUITES CONTRE LES CRIMINELS - CRÉDIT 302, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

(\$)

CRÉDIT -

POSTE CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES

N°

CHARGES DE FONCTIONNEMENT

302-2	Droit criminel		
	Traitements et salaires		204 792 000
	Avantages sociaux		24 053 000
	Transports et communications		5 230 900
	Services		18 640 600
	Fournitures et matériel		4 420 100
	Paiements de transfert		
	Comités de justice pour la jeunesse	2 330 000	
	Programmes de responsabilisation directe	3 634 000	
	Indemnisation des victimes à partir de la confiscation des actifs criminels	150 000	6 114 000
	Total à voter - Charges de fonctionnement		263 250 600

Crédits législatifs

	Autres opérations		
L	Paiements effectués en vertu de la <i>Loi sur l'administration financière</i>		1 000
302-3	Projet de la justice applicable aux Autochtones		
	Paiements de transfert		
	Programme d'assistance parajudiciaire aux Autochtones de l'Ontario	2 626 500	
	Projets de la justice applicable aux Autochtones	1 450 400	4 076 900
	Total à voter - Charges de fonctionnement		4 076 900
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme de poursuites contre les criminels		267 328 500

ACTIF DE FONCTIONNEMENT

302-7	Paiement anticipé des cotisations au Barreau		
	Dépôts et charges payées d'avance		1 427 300
	Total à voter - Actif de fonctionnement		1 427 300
	Total (Actif de fonctionnement) - Programme de poursuites contre les criminels		1 427 300

PROGRAMME DE POURSUITES CONTRE LES CRIMINELS - CRÉDIT 302, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite

(\$)

CRÉDIT - POSTE N°	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
302-5	Poursuites contre les criminels	
	Autres opérations	1 000
	Total à voter - Charges d'immobilisations	1 000
Crédits législatifs		
	Autres opérations	
L	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i>	70 300
	Total (Charges d'immobilisations) - Programme de poursuites contre les criminels	71 300

POLITIQUES, PROGRAMMES DE JUSTICE ET PROGRAMME RELATIF AUX ORGANISMES - CRÉDIT 303

Dans le cadre de ce programme, la Division des politiques et des tribunaux décisionnels est chargée du programme de politiques et de législation du procureur général et de la prestation de conseils stratégiques et juridiques sur les politiques. Il supervise les initiatives stratégiques et fournit du soutien et de l'expertise à d'autres divisions du ministère. Le programme est aussi responsable de l'administration des renseignements au public et des relations fédérales-provinciales-territoriales du ministère.

La Division des politiques et des tribunaux décisionnels assure également la liaison et gère les relations du ministère avec divers tribunaux décisionnels. Il s'agit des Tribunaux de l'environnement et de l'aménagement du territoire Ontario (la Commission de révision de l'évaluation foncière, le Tribunal de l'environnement, la Commission des biens culturels, la Commission des affaires municipales de l'Ontario et la Commission de négociation), des Tribunaux de justice sociale Ontario - la Commission de la location immobilière, le Tribunal des droits de la personne de l'Ontario, le Tribunal de l'aide sociale, la Commission de révision des placements sous garde, la Commission de révision des services à l'enfance et à la famille, le Tribunal de l'enfance en difficulté de l'Ontario (anglais) et le Tribunal de l'enfance en difficulté de l'Ontario (français) -, les Tribunaux de la sécurité, des appels en matière de permis et des normes Ontario (le Tribunal d'appel en matière de permis, la Commission d'étude des soins aux animaux, la Commission de la sécurité-incendie, la Commission civile de l'Ontario sur la police et la Commission ontarienne des libérations conditionnelles), ainsi que de la Commission d'indemnisation des victimes d'actes criminels.

La Division des relations avec les organismes gère les relations de responsabilisation entre divers organismes et programmes non décisionnels, en particulier : la Commission des alcools et des jeux de l'Ontario, la Commission ontarienne des droits de la personne, le Centre d'assistance juridique en matière de droits de la personne, le Bureau du directeur indépendant de l'examen de la police, l'Unité des enquêtes spéciales, Aide juridique Ontario et le Programme de vérification et de supervision des mises en liberté sous caution.

SOMMAIRE - CRÉDIT

(\$)

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2013-2014	Prévisions 2012-2013	Différence entre 2013-2014 et 2012-2013	Chiffres réels 2011-2012
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
2	Aide juridique Ontario	354 549 100	347 549 100	7 000 000	335 708 500
4	Relations avec les organismes	59 772 800	63 726 900	(3 954 100)	67 143 482
7	Tribunaux de justice sociale	46 812 800	48 824 100	(2 011 300)	47 989 322
8	Politiques et tribunaux décisionnels	17 375 200	7 032 700	10 342 500	7 229 501
9	Commission d'indemnisation des victimes d'actes criminels	32 099 500	31 976 600	122 900	30 068 857
10	Tribunaux de l'environnement et de l'aménagement du territoire Ontario	18 031 100	18 234 700	(203 600)	17 396 003
11	Tribunaux de la sécurité, des appels en matière de permis et des normes Ontario	7 390 100	8 374 100	(984 000)	6 978 826
TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT		536 030 600	525 718 200	10 312 400	512 514 491
L	Créance irrécouvrable, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000	1 000	-	-
L	Audiences tenues en vertu de la <i>Loi sur les services policiers</i>	1 000	1 000	-	107 479
Total - Crédits législatifs		2 000	2 000	-	107 479
Total - Charges de fonctionnement		536 032 600	525 720 200	10 312 400	512 621 970

SOMMAIRE - CRÉDIT
(**\$**)

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2013-2014	Prévisions 2012-2013	Différence entre 2013-2014 et 2012-2013	Chiffres réels 2011-2012
ACTIF DE FONCTIONNEMENT					
12	Paiement anticipé des cotisations au Barreau	71 900	-	71 900	-
TOTAL À VOTER - ACTIF DE FONCTIONNEMENT		71 900	-	71 900	-
Total - Actif de fonctionnement		71 900	-	71 900	-
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
5	Politiques, programmes de justice et programme relatif aux organismes	1 000	1 000	-	-
TOTAL À VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS		1 000	1 000	-	-
L	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i>	816 800	411 200	405 600	235 212
Total - Crédits législatifs		816 800	411 200	405 600	235 212
Total - Charges d'immobilisations		817 800	412 200	405 600	235 212
BIENS IMMOBILISÉS					
6	Politiques, programmes de justice et programme relatif aux organismes	4 376 500	250 000	4 126 500	289 245
TOTAL À VOTER - BIENS IMMOBILISÉS		4 376 500	250 000	4 126 500	289 245
Total - Biens immobilisés		4 376 500	250 000	4 126 500	289 245

POLITIQUES, PROGRAMMES DE JUSTICE ET PROGRAMME RELATIF AUX ORGANISMES - CRÉDIT 303, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

(\$)

CRÉDIT -

POSTE CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES

N°

CHARGES DE FONCTIONNEMENT

303-2	Aide juridique Ontario		
	Paiements de transfert		
	Certificats délivrés dans le cadre du Fonds d'aide juridique - Services aux clients	282 920 100	
	Certificats délivrés dans le cadre du Fonds d'aide juridique - Administration	24 348 100	
	Cliniques juridiques communautaires financées dans le cadre du Fonds d'aide juridique	47 280 900	354 549 100
	Total à voter - Charges de fonctionnement		354 549 100
303-4	Relations avec les organismes		
	Traitements et salaires		70 371 400
	Avantages sociaux		11 447 800
	Transports et communications		2 898 900
	Services		27 550 000
	Fournitures et matériel		2 481 700
	Paiements de transfert		
	Vérification et supervision des libérations sous caution	6 260 800	
	Victimes de mauvais traitements	1 000	
	Centre d'assistance juridique en matière de droits de la personne	5 336 200	11 598 000
	Total partiel		126 347 800
	Moins : Recouvrements		66 575 000
	Total à voter - Charges de fonctionnement		59 772 800

*Sous-postes :**Relations avec les organismes et gestion des programmes*

Traitements et salaires	1 058 600	
Avantages sociaux	141 900	
Transports et communications	2 200	
Services	1 000	
Fournitures et matériel	2 200	1 205 900

Vérification et supervision des libérations sous caution

Paiements de transfert		
Vérification et supervision des libérations sous caution	6 260 800	6 260 800

POLITIQUES, PROGRAMMES DE JUSTICE ET PROGRAMME RELATIF AUX ORGANISMES - CRÉDIT 303, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite

(\$)

CRÉDIT -
POSTE CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES
N°

CHARGES DE FONCTIONNEMENT*Victimes de mauvais traitements*

Paiements de transfert

Victimes de mauvais traitements

1 000

1 000

Commission ontarienne des droits de la personne

Traitements et salaires

4 816 000

Avantages sociaux

356 200

Transports et communications

224 300

Services

402 600

Fournitures et matériel

31 300

5 830 400

Centre d'assistance juridique en matière de droits de la personne

Paiements de transfert

Centre d'assistance juridique en matière de droits de la
personne

5 336 200

5 336 200

Bureau du directeur indépendant de l'examen de la police

Traitements et salaires

4 376 300

Avantages sociaux

448 000

Transports et communications

295 300

Services

1 644 900

Fournitures et matériel

574 100

7 338 600

Unité des enquêtes spéciales

Traitements et salaires

5 984 700

Avantages sociaux

866 900

Transports et communications

215 000

Services

271 300

Fournitures et matériel

278 400

7 616 300

Commission des alcools et des jeux de l'Ontario

Traitements et salaires

54 135 800

Avantages sociaux

9 634 800

Transports et communications

2 162 100

Services

25 230 200

Fournitures et matériel

1 595 700

Total partiel

92 758 600

Moins : Recouvrements d'autres ministères et activités

66 575 000

26 183 600

Total à voter - Charges de fonctionnement**59 772 800**

POLITIQUES, PROGRAMMES DE JUSTICE ET PROGRAMME RELATIF AUX ORGANISMES - CRÉDIT 303, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite

(\$)

CRÉDIT -

POSTE CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES

N°

CHARGES DE FONCTIONNEMENT

Crédits législatifs

	Autres opérations		
L	Créance irrécouvrable, <i>Loi sur l'administration financière</i>		1 000
303-7	Tribunaux de justice sociale		
	Traitements et salaires		31 280 600
	Avantages sociaux		3 905 700
	Transports et communications		2 440 300
	Services		8 233 100
	Fournitures et matériel		953 100
	Total à voter - Charges de fonctionnement		46 812 800
303-8	Politiques et tribunaux décisionnels		
	Traitements et salaires		5 271 000
	Avantages sociaux		531 300
	Transports et communications		46 200
	Services		11 485 000
	Fournitures et matériel		40 700
	Paiements de transfert		
	Commission du droit de l'Ontario		1 000
	Total à voter - Charges de fonctionnement		17 375 200
	<i>Sous-postes :</i>		
	<i>Politiques</i>		
	Traitements et salaires	4 925 500	
	Avantages sociaux	523 200	
	Transports et communications	46 200	
	Services	106 000	
	Fournitures et matériel	40 700	5 641 600
	<i>Renseignements au public</i>		
	Traitements et salaires	345 500	
	Avantages sociaux	8 100	
	Services	11 378 000	11 731 600

POLITIQUES, PROGRAMMES DE JUSTICE ET PROGRAMME RELATIF AUX ORGANISMES - CRÉDIT 303, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite

(\$)

CRÉDIT -
POSTE CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES
N°

CHARGES DE FONCTIONNEMENT*Commission du droit de l'Ontario*

Paiements de transfert

Commission du droit de l'Ontario

1 000

1 000

Commissions royales

Services

1 000

1 000

Total à voter - Charges de fonctionnement**17 375 200**

303-9 Commission d'indemnisation des victimes d'actes criminels

Traitements et salaires

2 972 100

Avantages sociaux

379 700

Transports et communications

169 400

Services

1 302 100

Fournitures et matériel

159 500

Paiements de transfert

Indemnisation des victimes d'actes criminels

27 116 700

Total à voter - Charges de fonctionnement**32 099 500**

303-10 Tribunaux de l'environnement et de l'aménagement du territoire Ontario

Traitements et salaires

12 192 300

Avantages sociaux

1 410 000

Transports et communications

1 047 200

Services

3 145 700

Fournitures et matériel

235 900

Total à voter - Charges de fonctionnement**18 031 100**

303-11 Tribunaux de la sécurité, des appels en matière de permis et des normes Ontario

Traitements et salaires

4 638 300

Avantages sociaux

653 200

Transports et communications

496 900

Services

1 956 300

Fournitures et matériel

82 700

Total partiel

7 827 400

Moins : Recouvrements

437 300

Total à voter - Charges de fonctionnement**7 390 100**

POLITIQUES, PROGRAMMES DE JUSTICE ET PROGRAMME RELATIF AUX ORGANISMES - CRÉDIT 303, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite

(\$)

CRÉDIT -

POSTE CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES

N°

CHARGES DE FONCTIONNEMENT**Crédits législatifs**

Autres opérations

L Audiences tenues en vertu de la *Loi sur les services policiers* 1 000

Total (Charges de fonctionnement) - Politiques, programmes de justice et programme relatif aux organismes	536 032 600
--	--------------------

ACTIF DE FONCTIONNEMENT

303-12 Paiement anticipé des cotisations au Barreau

Dépôts et charges payées d'avance 71 900

Total à voter - Actif de fonctionnement	71 900
--	---------------

Total (Actif de fonctionnement) - Politiques, programmes de justice et programme relatif aux organismes	71 900
--	---------------

CHARGES D'IMMOBILISATIONS

303-5 Politiques, programmes de justice et programme relatif aux organismes

Autres opérations 1 000

Total à voter - Charges d'immobilisations	1 000
--	--------------

Crédits législatifs

Autres opérations

L Amortissement - *Loi sur l'administration financière* 816 800

Total (Charges d'immobilisations) - Politiques, programmes de justice et programme relatif aux organismes	817 800
--	----------------

BIENS IMMOBILISÉS

303-6 Politiques, programmes de justice et programme relatif aux organismes

Matériel de technologie de l'information 76 500

Logiciels d'application de gestion - coûts relatifs aux immobilisations 4 300 000

Total à voter - Biens immobilisés	4 376 500
--	------------------

Total (Biens immobilisés) - Politiques, programmes de justice et programme relatif aux organismes	4 376 500
--	------------------

PROGRAMME DES SERVICES JURIDIQUES - CRÉDIT 304

Ce programme appuie le rôle du procureur général de premier conseiller juridique de la Couronne; à cet effet, il s'assure que l'administration des affaires publiques est conforme à la loi, par la prestation de conseils experts en matière de droit et de services d'intervention et de représentation devant tous les types de tribunaux. Ce programme assure le déroulement des litiges pour et contre la Couronne relativement à toute question relevant de la compétence de la Législature.

Ce programme comprend le travail du Bureau des conseillers législatifs, qui est chargé des services de rédaction législative en français et en anglais. Cela comprend la préparation des projets de loi pour le gouvernement et les députés à l'Assemblée législative et la rédaction des règlements. Le Bureau fournit également des conseils juridiques et des services de révision et de publication connexes, notamment l'apport du contenu pour le site Web Lois-en-ligne.

SOMMAIRE - CRÉDIT

(\$)

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2013-2014	Prévisions 2012-2013	Différence entre 2013-2014 et 2012-2013	Chiffres réels 2011-2012
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
2	Services juridiques	27 082 800	47 579 200	(20 496 400)	26 592 914
3	Services des conseillers législatifs	6 019 800	5 695 200	324 600	6 404 751
TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT		33 102 600	53 274 400	(20 171 800)	32 997 665
L	<i>Loi sur les actions contre la Couronne</i>	1 000	1 000	-	51 105 511
	Total - Crédits législatifs	1 000	1 000	-	51 105 511
Total - Charges de fonctionnement		33 103 600	53 275 400	(20 171 800)	84 103 176
ACTIF DE FONCTIONNEMENT					
6	Paiement anticipé des cotisations au Barreau	195 700	-	195 700	-
TOTAL À VOTER - ACTIF DE FONCTIONNEMENT		195 700	-	195 700	-
Total - Actif de fonctionnement		195 700	-	195 700	-

SOMMAIRE - CRÉDIT
(**\$**)

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2013-2014	Prévisions 2012-2013	Différence entre 2013-2014 et 2012-2013	Chiffres réels 2011-2012
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
4	Services juridiques	1 000	1 000	-	-
TOTAL À VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS		1 000	1 000	-	-
L	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i>	10 900	63 500	(52 600)	9 266
	Total - Crédits législatifs	10 900	63 500	(52 600)	9 266
Total - Charges d'immobilisations		11 900	64 500	(52 600)	9 266
BIENS IMMOBILISÉS					
-	Services juridiques	-	-	-	9 163
TOTAL À VOTER - BIENS IMMOBILISÉS		-	-	-	9 163
Total - Biens immobilisés		-	-	-	9 163

PROGRAMME DES SERVICES JURIDIQUES - CRÉDIT 304, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

(\$)

CRÉDIT - POSTE N°	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
304-2	Services juridiques		
	Traitements et salaires		124 553 900
	Avantages sociaux		10 429 300
	Transports et communications		154 000
	Services		2 708 300
	Fournitures et matériel		293 900
	Paiements de transfert		
	Recours civils à l'égard d'activités illicites - <i>Loi sur les recours civils</i> - Indemnisation des victimes	1 817 300	
	Recours civils à l'égard d'activités illicites - <i>Loi sur les recours civils</i> - Recouvrement des coûts	1 000	
	Recours civils à l'égard d'activités illicites - <i>Loi sur les recours civils</i> - Subventions	1 050 000	2 868 300
	Total partiel		141 007 700
	Moins : Recouvrements		113 924 900
	Total à voter - Charges de fonctionnement		27 082 800

*Sous-postes :**Droit civil et constitutionnel*

Traitements et salaires	23 475 900	
Avantages sociaux	2 803 200	
Transports et communications	154 000	
Services	2 708 300	
Fournitures et matériel	293 900	
Paiements de transfert		
Recours civils à l'égard d'activités illicites - <i>Loi sur les recours civils</i> - Indemnisation des victimes	1 817 300	
Recours civils à l'égard d'activités illicites - <i>Loi sur les recours civils</i> - Recouvrement des coûts	1 000	
Recours civils à l'égard d'activités illicites - <i>Loi sur les recours civils</i> - Subventions	1 050 000	2 868 300
Total partiel		32 303 600
Moins : Recouvrements d'autres ministères et activités		5 221 800
		27 081 800

PROGRAMME DES SERVICES JURIDIQUES - CRÉDIT 304, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite

(\$)

CRÉDIT -

POSTE CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES

N°

CHARGES DE FONCTIONNEMENT*Services juridiques détachés*

Traitements et salaires	101 078 000	
Avantages sociaux	7 626 100	
Total partiel	108 704 100	
Moins : Recouvrements d'autres ministères et activités	108 703 100	1 000

Total à voter - Charges de fonctionnement **27 082 800**

Crédits législatifs

Autres opérations

L *Loi sur les actions contre la Couronne* 1 000

304-3 Services des conseillers législatifs

Traitements et salaires	6 641 800
Avantages sociaux	670 800
Transports et communications	48 800
Services	442 400
Fournitures et matériel	80 000

Total partiel 7 883 800

Moins : Recouvrements 1 864 000

Total à voter - Charges de fonctionnement **6 019 800**

Total (Charges de fonctionnement) - Programme des services juridiques **33 103 600**

ACTIF DE FONCTIONNEMENT

304-6 Paiement anticipé des cotisations au Barreau

Dépôts et charges payées d'avance	195 700
-----------------------------------	---------

Total à voter - Actif de fonctionnement **195 700**

Total (Actif de fonctionnement) - Programme des services juridiques **195 700**

PROGRAMME DES SERVICES JURIDIQUES - CRÉDIT 304, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite

(\$)

CRÉDIT - POSTE N°	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
	CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
304-4	Services juridiques	
	Autres opérations	1 000
	Total à voter - Charges d'immobilisations	1 000
	Crédits législatifs	
	Autres opérations	
L	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i>	10 900
	Total (Charges d'immobilisations) - Programme des services juridiques	11 900

PROGRAMME DES SERVICES AUX TRIBUNAUX - CRÉDIT 305

La Division des services aux tribunaux est responsable de l'administration et du fonctionnement des tribunaux criminels, civils, de la famille et des petites créances de l'Ontario. Ces services sont répartis en trois catégories : administration des tribunaux; services judiciaires; construction de tribunaux. L'administration des tribunaux et les services judiciaires contribuent à la gestion efficace et efficiente du système de justice. Le volet Construction de tribunaux, qui est exécuté par la Division de la gestion des services ministériels (Direction de la gestion des installations et Bureau des projets de diversification des modes de financement et d'approvisionnement pour les tribunaux) finance l'aménagement de nouveaux palais de justice et les rénovations de grande envergure effectuées dans les tribunaux existants afin de soutenir un système de justice moderne, sûr et accessible.

SOMMAIRE - CRÉDIT

(\$)

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2013-2014	Prévisions 2012-2013	Différence entre 2013-2014 et 2012-2013	Chiffres réels 2011-2012
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Administration de la justice	268 794 300	271 166 900	(2 372 600)	257 349 866
2	Services judiciaires	156 340 500	154 116 700	2 223 800	155 047 715
TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT		425 134 800	425 283 600	(148 800)	412 397 581
L	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	4 700 000	4 700 000	-	4 867 686
Total - Crédits législatifs		4 700 000	4 700 000	-	4 867 686
Total - Charges de fonctionnement		429 834 800	429 983 600	(148 800)	417 265 267
ACTIF DE FONCTIONNEMENT					
6	Paiement anticipé des cotisations au Barreau	83 500	-	83 500	-
TOTAL À VOTER - ACTIF DE FONCTIONNEMENT		83 500	-	83 500	-
Total - Actif de fonctionnement		83 500	-	83 500	-

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2013-2014	Prévisions 2012-2013	Différence entre 2013-2014 et 2012-2013	Chiffres réels 2011-2012
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
3	Construction de tribunaux	32 086 600	33 443 900	(1 357 300)	25 938 465
4	Services aux tribunaux	1 000	1 000	-	-
TOTAL À VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS		32 087 600	33 444 900	(1 357 300)	25 938 465
L	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 021 300	328 000	693 300	-
Total - Crédits législatifs		1 021 300	328 000	693 300	-
Total - Charges d'immobilisations		33 108 900	33 772 900	(664 000)	25 938 465
BIENS IMMOBILISÉS					
5	Services aux tribunaux	138 559 000	282 605 900	(144 046 900)	266 000 000
TOTAL À VOTER - BIENS IMMOBILISÉS		138 559 000	282 605 900	(144 046 900)	266 000 000
Total - Biens immobilisés		138 559 000	282 605 900	(144 046 900)	266 000 000

PROGRAMME DES SERVICES AUX TRIBUNAUX - CRÉDIT 305, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

(\$)

CRÉDIT -

POSTE CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES

N°

CHARGES DE FONCTIONNEMENT

305-1	Administration de la justice	
	Traitements et salaires	166 803 200
	Avantages sociaux	28 409 000
	Transports et communications	7 426 200
	Services	58 764 800
	Fournitures et matériel	7 392 100
	Total partiel	268 795 300
	Moins : Recouvrements	1 000
	Total à voter - Charges de fonctionnement	268 794 300

Crédits législatifs

	Autres opérations	
L	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	4 700 000
305-2	Services judiciaires	
	Traitements et salaires	133 875 800
	Avantages sociaux	10 478 000
	Transports et communications	4 439 900
	Services	6 845 100
	Fournitures et matériel	700 700
	Paiements de transfert	
	Subventions - Institut national de la magistrature/Conférence des juges	1 000
	Total à voter - Charges de fonctionnement	156 340 500
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme des services aux tribunaux	429 834 800

ACTIF DE FONCTIONNEMENT

305-6	Paiement anticipé des cotisations au Barreau	
	Dépôts et charges payées d'avance	83 500
	Total à voter - Actif de fonctionnement	83 500
	Total (Actif de fonctionnement) - Programme des services aux tribunaux	83 500

PROGRAMME DES SERVICES AUX TRIBUNAUX - CRÉDIT 305, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite

(\$)

CRÉDIT - POSTE N°	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
305-3	Construction de tribunaux	
	Paiements de transfert	
	Cessions immobilières	1 000
	Autres opérations	
	Projets d'infrastructure de grande envergure - paiements	32 085 600
	Total à voter - Charges d'immobilisations	32 086 600
305-4	Services aux tribunaux	
	Autres opérations	1 000
	Total à voter - Charges d'immobilisations	1 000
Crédits législatifs		
L	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i>	
	Autres opérations	1 022 300
	Moins : Recouvrements	1 000
	Total (Charges d'immobilisations) - Programme des services aux tribunaux	33 108 900
BIENS IMMOBILISÉS		
305-5	Services aux tribunaux	
	Immeubles - diversification des modes de financement et de l'approvisionnement	118 133 700
	Machines et équipement - coûts relatifs aux immobilisations	20 425 300
	Total à voter - Biens immobilisés	138 559 000
	Total (Biens immobilisés) - Programme des services aux tribunaux	138 559 000

PROGRAMME DES SERVICES AUX VICTIMES ET AUX PERSONNES VULNÉRABLES - CRÉDIT 306

Ce programme offre des services de soutien aux victimes et aux personnes vulnérables dans le cadre du système de justice pénale et il administre le financement des services d'assistance et de renvoi communautaires. La Division gère les Services aux victimes - Ontario, le Bureau du Tuteur et curateur public, le Bureau de l'avocat des enfants et le Programme de visites surveillées. L'Office des affaires des victimes d'actes criminels relève également de ce programme.

SOMMAIRE - CRÉDIT

(\$)

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2013-2014	Prévisions 2012-2013	Différence entre 2013-2014 et 2012-2013	Chiffres réels 2011-2012
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Services aux victimes	72 470 400	73 129 100	(658 700)	65 147 405
2	Programme d'aide aux victimes et aux témoins	22 009 900	21 950 800	59 100	20 981 318
6	Personnes vulnérables	80 232 600	79 255 300	977 300	77 335 971
TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT		174 712 900	174 335 200	377 700	163 464 694
Total - Charges de fonctionnement		174 712 900	174 335 200	377 700	163 464 694
ACTIF DE FONCTIONNEMENT					
7	Paiement anticipé des cotisations au Barreau	87 800	-	87 800	-
TOTAL À VOTER - ACTIF DE FONCTIONNEMENT		87 800	-	87 800	-
Total - Actif de fonctionnement		87 800	-	87 800	-
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
4	Services aux victimes et aux personnes vulnérables	1 000	1 000	-	-
TOTAL À VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS		1 000	1 000	-	-
L	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i>	2 800	72 200	(69 400)	2 411
Total - Crédits législatifs		2 800	72 200	(69 400)	2 411
Total - Charges d'immobilisations		3 800	73 200	(69 400)	2 411

PROGRAMME DES SERVICES AUX VICTIMES ET AUX PERSONNES VULNÉRABLES - CRÉDIT 306, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

(\$)

CRÉDIT - POSTE N°	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
306-1	Services aux victimes		
	Traitements et salaires		7 972 700
	Avantages sociaux		1 119 000
	Transports et communications		962 100
	Services		4 567 800
	Fournitures et matériel		366 700
	Paiements de transfert		
	Subventions pour les Programmes d'intervention auprès des partenaires violents	10 990 700	
	Projets spéciaux d'aide aux victimes	10 448 000	
	Subventions pour les initiatives de lutte contre l'agression sexuelle	13 049 300	
	Programme d'aide aux enfants victimes	1 507 000	
	Services spécialisés	600 000	
	Programme d'aide aux victimes d'actes criminels	12 947 400	
	Visites surveillées	7 939 700	57 482 100
	Total à voter - Charges de fonctionnement		72 470 400
306-2	Programme d'aide aux victimes et aux témoins		
	Traitements et salaires		17 020 200
	Avantages sociaux		2 615 900
	Transports et communications		1 000 000
	Services		1 123 800
	Fournitures et matériel		250 000
	Total à voter - Charges de fonctionnement		22 009 900
306-6	Personnes vulnérables		
	Traitements et salaires		39 198 800
	Avantages sociaux		4 872 500
	Transports et communications		1 472 100
	Services		34 056 200
	Fournitures et matériel		708 000
	Total partiel		80 307 600
	Moins : Recouvrements		75 000
	Total à voter - Charges de fonctionnement		80 232 600

PROGRAMME DES SERVICES AUX VICTIMES ET AUX PERSONNES VULNÉRABLES - CRÉDIT 306, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite

(\$)

CRÉDIT -
POSTE CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES
N°

CHARGES DE FONCTIONNEMENT*Sous-postes :**Avocat des enfants*

Traitements et salaires	7 755 300	
Avantages sociaux	966 100	
Transports et communications	240 800	
Services	30 212 600	
Fournitures et matériel	153 000	
Total partiel	39 327 800	
Moins : Recouvrements	75 000	39 252 800

Tuteur et curateur public/Comptable de la Cour de l'Ontario (Division générale)

Traitements et salaires	31 443 500	
Avantages sociaux	3 906 400	
Transports et communications	1 231 300	
Services	3 843 600	
Fournitures et matériel	555 000	40 979 800

Total à voter - Charges de fonctionnement		80 232 600
--	--	-------------------

Total (Charges de fonctionnement) - Programme des services aux victimes et aux personnes vulnérables		174 712 900
---	--	--------------------

ACTIF DE FONCTIONNEMENT

306-7 Paiement anticipé des cotisations au Barreau

Dépôts et charges payées d'avance	87 800	
-----------------------------------	--------	--

Total à voter - Actif de fonctionnement	87 800	
--	---------------	--

Total (Actif de fonctionnement) - Programme des services aux victimes et aux personnes vulnérables	87 800	
---	---------------	--

PROGRAMME DES SERVICES AUX VICTIMES ET AUX PERSONNES VULNÉRABLES - CRÉDIT 306, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite

(\$)

CRÉDIT - POSTE N°	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
306-4	Services aux victimes et aux personnes vulnérables	
	Autres opérations	1 000
	Total à voter - Charges d'immobilisations	1 000
Crédits législatifs		
	Autres opérations	
L	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i>	2 800
	Total (Charges d'immobilisations) - Programme des services aux victimes et aux personnes vulnérables	3 800

CRÉDIT D'IMPÔT POUR CONTRIBUTIONS POLITIQUES - CRÉDIT 307

Le crédit d'impôt pour contributions politiques est un crédit remboursable pour les contributions versées à un parti de l'Ontario, à une association de circonscription ou à un candidat inscrit en vertu de la Loi sur le financement des campagnes électorales de l'Ontario.

SOMMAIRE - CRÉDIT

(\$)

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2013-2014	Prévisions 2012-2013	Différence entre 2013-2014 et 2012-2013	Chiffres réels 2011-2012
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Crédit d'impôt pour contributions politiques	6 174 900	6 783 000	(608 100)	9 194 023
TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT		6 174 900	6 783 000	(608 100)	9 194 023
Total - Charges de fonctionnement		6 174 900	6 783 000	(608 100)	9 194 023

CRÉDIT D'IMPÔT POUR CONTRIBUTIONS POLITIQUES - CRÉDIT 307, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

(\$)

CRÉDIT - POSTE N°	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
307-1	Crédit d'impôt pour contributions politiques	
	Paiements de transfert	
	Crédit d'impôt pour contributions politiques	6 174 900
	Total à voter - Charges de fonctionnement	6 174 900
	Total (Charges de fonctionnement) - Crédit d'impôt pour contributions politiques	6 174 900

RAPPROCHEMENT AVEC LES DONNÉES PUBLIÉES ANTÉRIEUREMENT

CHARGES DE FONCTIONNEMENT	Prévisions 2012-2013 \$	Chiffres réels 2011-2012 \$
Total - Charges de fonctionnement (données publiées antérieurement*)	1 626 525 414	1 595 060 414
Réorganisation gouvernementale		
Transfert de fonctions d'autres ministères	8 375 100	7 086 305
Transfert de fonctions à d'autres ministères	(1 310 800)	(1 310 800)
Modification comptable		
Modification comptable	-	9 194 023
Total - Charges de fonctionnement (données ayant subi un retraitement)	1 633 589 714	1 610 029 942

*La rubrique Total - Charges de fonctionnement comprend les crédits législatifs, les mandats spéciaux et le total à voter - charges de fonctionnement.

CHARGES D'IMMOBILISATIONS	Prévisions 2012-2013 \$	Chiffres réels 2011-2012 \$
Total - Charges d'immobilisations (données publiées antérieurement*)	66 088 200	323 695 879
Modification comptable		
Modification comptable	-	(266 000 000)
Total - Charges d'immobilisations (données ayant subi un retraitement)	66 088 200	57 695 879

*La rubrique Total - Charges d'immobilisations comprend les crédits législatifs, les mandats spéciaux et le total à voter - charges d'immobilisations.

BIENS IMMOBILISÉS	Prévisions 2012-2013 \$	Chiffres réels 2011-2012 \$
Total - Biens immobilisés (données publiées antérieurement*)	282 855 900	298 408
Modification comptable		
Modification comptable	-	266 000 000
Total - Biens immobilisés (données ayant subi un retraitement)	282 855 900	266 298 408

*La rubrique Total - Biens immobilisés comprend les crédits législatifs, les mandats spéciaux et le total à voter - biens immobilisés.